

Conférence n°4 : Universalité et Régionalité des normes (2) : Droits de l'homme

L'exemple de la lutte contre la torture

Documents

1. Conseil d'État, 25 mai 2007, *Courty*, req. n° 296327 (extraits)
2. Cour européenne des droits de l'homme, *Tomasi c/ France*, 27 août 1992 (extraits)
3. Cour européenne des droits de l'homme, *Selmouni c/ France*, 28 juillet 1999 (extraits)
4. Cour interaméricaine des droits de l'homme, *Maritza Urrutia v. Guatemala*, 27 novembre 2003 (extraits)
5. Cour interaméricaine des droits de l'homme, *Yvon Neptune c. Haïti*, 6 mai 2008 (extraits)
6. New Zealand Supreme Court, *Taunoa and ORS v. The Attorney-General and Anor SC*, 6/2006, 31 August 2007 (extraits)

A consulter

- Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : www2.ohchr.org/french/law/cat.htm
- Article 3 de la Conv. EDH : http://www.admin.ch/ch/f/rs/0_101/index.html
- Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants : www.cpt.coe.int/fr/documents/cept.htm
- Article 5 de la Conv. IADH : www.oas.org/juridico/english/treaties/b-32.html
- Convention interaméricaine contre la torture : www.oas.org/juridico/english/treaties/a-51.html

Bibliographie additionnelle

- J. CALLEWAERT, « L'article 3 de la Convention européenne : une norme relativement absolue ou absolument relative ? », *Liber Amicorum Marc-André Eissen*, Bruylant, L.G.D.J., 1995, pp. 510-524.
- P.-M. DUPUY, « L'individu et le droit international (théorie des droits de l'homme et fondements du droit international) », *Archives de philosophie du droit*, 1987.
- J.-L. HALPERIN, *Profils des mondialisations du droit*, Paris, Dalloz, 2009, 433 pp (notamment pp 233 et s.)
- R. KOLB, « La jurisprudence internationale en matière de torture et de traitements inhumains ou dégradants », *R.U.D.H.* 2003, n°7-10, pp. 254-287.
- J.-P. MARGUENAUD, *La Cour européenne des droits de l'homme*, Paris, Dalloz, 2008
- A. PELLET, « 'Droit-de-l'homme' et droit international », *Conférence commémorative Gilberto Amado*, Nations Unies, 18 juillet 2000.
- F. SUDRE, *La notion de 'peines et traitements inhumains ou dégradants' dans la jurisprudence de la Commission et de la Cour européenne*, Pedone, t. 88, 1984. ; *Droit européen et international des droits de l'homme*, Paris, PUF, 8ème édition, 2006, 787 pp (notamment pp 287 et s.)
- SFDI, *La protection des droits de l'homme et l'évolution du droit international*, Paris, Pedone, 1998, 344 p..
- K. VASAK, « Le droit international des droits de l'Homme », *RCADI*, 1974-IV, vol. 140, pp. 332-415

Ordre du jour

Droits de l'homme, traitement inhumain, traitement dégradant, torture ; Cour européenne des droits de l'homme, Cour interaméricaine des droits de l'homme, Comité contre la torture

- Impact de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'homme en droit français
- Influences réciproques des organes compétents en matière de prohibition de la torture

Sujets d'exposé

- Existe-t-il des circonstances qui puissent justifier certains comportements des forces de police lors d'un interrogatoire ?
- La notion de « jurisprudence évolutive » dans la protection européenne des Droits de l'homme

1) Conseil d'Etat, 25 mai 2007, *Courty*, req. n° 296327 (extraits)

Considérant que M. COURTY demande l'annulation, pour excès de pouvoir, du III de l'article 5 du décret du 1er août 2006 en tant qu'il insère dans le chapitre du code de justice administrative relatif à l'audience et au délibéré devant le Conseil d'Etat, statuant au contentieux, le premier alinéa d'un nouvel article R. 733-3 aux termes duquel, « Sauf demande contraire d'une partie, le commissaire du gouvernement assiste au délibéré. Il n'y prend pas part » ;

Considérant, en premier lieu, que M. COURTY soutient que ces dispositions méconnaissent le droit à un procès

équitable, rappelé par les stipulations de l'article 6 § 1er de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; que, toutefois, le décret attaqué a également introduit dans le code de justice administrative, d'une part, un second alinéa à l'article R. 733-3 disposant que « La demande prévue à l'alinéa précédent est présentée par écrit. Elle peut l'être à tout moment de la procédure avant le délibéré. », d'autre part, un quatrième alinéa à l'article R. 712-1 en vertu duquel l'avis d'audience adressé aux parties reproduit les dispositions de l'article R. 733-3 ; que le décret attaqué a ainsi entendu assurer le respect des exigences découlant du droit à un procès équitable ; que, dès lors qu'il a prévu la possibilité pour le justiciable, informé par l'avis d'audience, d'être mis à même d'exercer effectivement son droit en s'opposant à la présence du commissaire du gouvernement au délibéré, le décret attaqué, loin de porter atteinte aux garanties prévues par l'article 6 § 1er de la convention tel qu'interprété par la Cour européenne des droits de l'homme, a contribué à les renforcer ; que le justiciable ne saurait ainsi, comme il est allégué, renoncer, en exerçant son droit, à une garantie qu'il tient de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; Considérant, en deuxième lieu, que, comme il a été dit ci-dessus, loin de méconnaître les garanties définies par la convention européenne, le décret n'a pour but que d'en assurer l'application ; qu'en tout état de cause, la Cour européenne des droits de l'homme, dont les arrêts ne sont pas revêtus de l'autorité absolue de la chose jugée, n'a pas eu à se prononcer sur la disposition en litige ; Considérant enfin que, s'il est soutenu que des membres du Conseil d'Etat et de l'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation auraient pris parti publiquement sur la disposition en cause, cette circonstance ne saurait, en tout état de cause, priver d'effet le droit qu'a toute partie de demander que le commissaire du gouvernement n'assiste pas au délibéré, compte tenu, notamment, des règles relatives à l'exercice de la profession d'avocat et de l'obligation de la juridiction de satisfaire la demande dès lors qu'elle est présentée ; Considérant qu'il résulte de ce qui précède que M. COURTIS n'est pas fondé à demander l'annulation du décret attaqué

2) CEDH, 27 août 1992, *Tomasi c. France* (extraits)

2. Sur la gravité des traitements dénoncés

112. S'appuyant sur l'arrêt *Irlande c. Royaume-Uni* du 18 janvier 1978 (série A n° 25), le requérant affirme que les coups reçus par lui constituaient des traitements inhumains et dégradants : d'une part, ils lui auraient causé de vives souffrances aussi bien physiques que morales ; d'autre part, ils auraient provoqué chez lui des sentiments de peur, d'angoisse et d'infériorité propres à l'humilier et à briser sa résistance physique et morale. Il appelle la Cour à une vigilance particulière sur ce point, eu égard aux caractéristiques du système français de la garde à vue, notamment l'absence d'avocat et de tout contact avec l'extérieur.

113. De son côté, la Commission souligne la vulnérabilité d'une personne gardée à vue et s'étonne du choix des horaires d'interrogatoire. Pour relativement légères qu'elles puissent paraître, les lésions survenues représenteraient des manifestations de l'usage de la force physique sur une personne privée de liberté et donc en état d'infériorité ; pareil traitement revêtirait un caractère à la fois inhumain et dégradant.

114. D'après le Gouvernement au contraire, le "minimum de gravité" exigé par la jurisprudence de la Cour (arrêt *Irlande c. Royaume-Uni* précité et arrêt *Tyrer c. Royaume-Uni* du 25 avril 1978, série A n° 26) n'a pas été atteint. Il faudrait tenir compte non seulement de la légèreté des lésions, mais aussi des autres données de la cause : jeunesse et bon état de santé de M. Tomasi, durée modérée des interrogatoires (quatorze heures, dont trois la nuit), "circonstances particulières" de la Corse à ce moment-là, soupçons de participation à un attentat terroriste ayant provoqué la mort d'un homme et de graves blessures chez un autre. L'interprétation de l'article 3 (art. 3) que la Commission avance en l'espèce méconnaîtrait le but de ce texte.

115. La Cour ne peut se rallier à cette thèse. Elle n'estime pas devoir examiner le système et les modalités de la garde à vue en France, ni en l'occurrence la durée et la fréquence des interrogatoires du requérant. Il lui suffit de noter que les certificats et rapports médicaux, établis en toute indépendance par des praticiens, attestent de l'intensité et de la multiplicité des coups portés à M. Tomasi ; il y a là deux éléments assez sérieux pour conférer à ce traitement un caractère inhumain et dégradant. Les nécessités de l'enquête et les indéniables difficultés de la lutte contre la criminalité, notamment en matière de terrorisme, ne sauraient conduire à limiter la protection due à l'intégrité physique de la personne. (...)

116. Partant, il y a eu violation de l'article 3 (art. 3)

3) CEDH, 28 juillet 1999, *Selmouni c. France* (extraits)

2. Sur la gravité des traitements dénoncés

63. Le requérant prétend que le seuil de gravité requis pour l'application de l'article 3 a été atteint en l'espèce. Quant à la motivation des policiers, il estime qu'elle consistait à obtenir des aveux, puisqu'il avait été dénoncé et que les policiers auraient été convaincus de sa culpabilité, alors même que la fouille à corps et la perquisition lors de son arrestation n'avaient rien donné ; qu'âgé de quarante-neuf ans, il n'avait jamais été condamné ni même interpellé ; qu'il refusait d'avouer sa participation au trafic de stupéfiants sur lequel les policiers enquêtaient. Il considère que les actes de souffrance lui étaient délibérément infligés, compte tenu de la répétition des interrogatoires, de jour, mais aussi et surtout de nuit.

Le requérant considère que les traitements infligés étaient de nature corporelle, mais également morale. Il estime que

de telles pratiques policières existent, qu'elles sont connues et qu'elles nécessitent une préparation, un entraînement ainsi qu'une volonté délibérée, dans le but d'obtenir des aveux ou des informations. Selon lui, la gravité et la cruauté des souffrances qui lui auraient été infligées justifient, au regard des faits de l'espèce, que soit retenue la qualification de torture au sens de l'article 3 de la Convention.

64. La Commission estime que les coups portés au requérant ont provoqué de véritables lésions ainsi que de vives souffrances physiques et morales. Selon elle, le traitement auquel le requérant a été soumis ne peut l'avoir été que délibérément et dans le but, notamment, d'obtenir des aveux ou des renseignements. La Commission considère que ce traitement, infligé par un ou plusieurs fonctionnaires de l'Etat, tel qu'il résulte des certificats médicaux, était d'une nature tellement grave et cruelle que l'on ne peut le qualifier que de torture, sans avoir à se prononcer sur les autres faits, notamment de viol, invoqués par le requérant.

65. Le gouvernement néerlandais, dans son mémoire, approuve la Commission quant à l'évaluation des faits à la lumière des dispositions de la Convention et la conclusion qui en découle.

66. Le gouvernement français note une contradiction entre la Commission, qui a relevé la « gravité » des lésions constatées par le docteur Garnier dans son rapport du 7 décembre 1991, et le constat du docteur Garnier lui-même puisqu'il a conclu, dans un rapport ultérieur, que lesdites lésions étaient « sans caractère de gravité ». Le Gouvernement estime également que l'expertise ophtalmologique conclut à l'absence de lien de causalité entre les faits allégués et la perte d'acuité visuelle.

En tout état de cause, il considère, tant au vu de la jurisprudence de la Cour (arrêts précités *Irlande c. Royaume-Uni*, et *Tomasi et Aydin*) que des circonstances de l'espèce, que les mauvais traitements dont les policiers se seraient rendus coupables ne sauraient s'analyser en « torture » au sens de l'article 3 de la Convention.

67. La Cour rappelle que l'article 3 consacre l'une des valeurs fondamentales des sociétés démocratiques. Même dans les circonstances les plus difficiles, telle la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, la Convention prohibe en termes absolus la torture et les peines ou traitements inhumains ou dégradants. L'article 3 ne prévoit pas de restrictions, en quoi il contraste avec la majorité des clauses normatives de la Convention et des Protocoles nos 1 et 4, et d'après l'article 15 § 2 il ne souffre nulle dérogation, même en cas de danger public menaçant la vie de la nation (arrêts précités *Irlande c. Royaume-Uni*, p. 65, § 163, et *Soering*, pp. 34-35, § 88, et *Chahal c. Royaume-Uni* du 15 novembre 1996, Recueil 1996-V, p. 1855, § 79).

68. Pour déterminer s'il y a lieu de qualifier de torture une forme particulière de mauvais traitements, la Cour doit avoir égard à la distinction, que comporte l'article 3, entre cette notion et celle de traitements inhumains ou dégradants. Ainsi qu'elle l'a relevé précédemment, cette distinction paraît avoir été consacrée par la Convention pour marquer d'une spéciale infamie des traitements inhumains délibérés provoquant de fort graves et cruelles souffrances (arrêt *Irlande c. Royaume-Uni* précité, pp. 66-67, § 167).

69. La Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, entrée en vigueur le 26 juin 1987, connaît également une telle distinction. Cela ressort des dispositions de ses articles 1er et 16, aux termes desquels :

Article 1er « 1. Aux fins de la présente Convention, le terme « torture » désigne tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. (...) »

Article 16, 1er alinéa « 1. Tout Etat partie s'engage à interdire dans tout territoire sous sa juridiction d'autres actes constitutifs de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants qui ne sont pas des actes de torture telle qu'elle est définie à l'article premier lorsque de tels actes sont commis par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel, ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. En particulier, les obligations énoncées aux articles 10, 11, 12 et 13 sont applicables moyennant le remplacement de la mention de la torture par la mention d'autres formes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. »

70. La Cour constate que l'ensemble des lésions relevées dans les différents certificats médicaux (paragraphe 11-15 et 17-20 ci-dessus), ainsi que les déclarations du requérant sur les mauvais traitements dont il a fait l'objet durant sa garde à vue (paragraphe 18 et 24 ci-dessus) établissent l'existence de douleurs ou de souffrances physiques et, à n'en pas douter nonobstant l'absence regrettable d'expertise psychologique de M. Selmouni à la suite de ces faits, mentales. Le déroulement des faits atteste également que les douleurs ou souffrances ont été infligées intentionnellement au requérant, aux fins notamment d'obtenir des aveux sur les faits qui lui étaient reprochés. Enfin, il ressort clairement des certificats médicaux joints au dossier de la procédure que les multiples violences ont été directement exercées par des policiers dans l'exercice de leurs fonctions.

71. Les actes dénoncés étaient assurément de nature à créer des sentiments de peur, d'angoisse et d'infériorité propres à humilier, avilir et briser éventuellement la résistance physique et morale du requérant. La Cour relève donc des éléments assez sérieux pour conférer à ce traitement un caractère inhumain et dégradant (arrêts *Irlande c. Royaume-Uni* précité, pp. 66-67, § 167 ; *Tomasi* précité, p. 42, § 115). En tout état de cause, la Cour rappelle qu'à l'égard d'une personne privée de sa liberté l'usage de la force physique qui n'est pas rendu strictement nécessaire par le comportement de ladite personne porte atteinte à la dignité humaine et constitue, en principe, une violation du droit garanti par l'article 3 (arrêts *Ribitsch* précité, p. 26, § 38, *Tekin c. Turquie* du 9 juin 1998, Recueil 1998-IV,

pp. 1517-1518, § 53).

72. Autrement dit, en l'espèce, reste à savoir si les « douleurs ou souffrances » infligées à M. Selmouni peuvent être qualifiées d'« aiguës » au sens de l'article 1er de la Convention des Nations unies. La Cour estime que ce caractère « aigu » est, à l'instar du « minimum de gravité » requis pour l'application de l'article 3, relatif par essence ; il dépend de l'ensemble des données de la cause, notamment de la durée du traitement et de ses effets physiques ou mentaux ainsi que, parfois, du sexe, de l'âge, de l'état de santé de la victime, etc.

73. La Cour a déjà eu l'occasion de juger d'affaires dans lesquelles elle a conclu à l'existence de traitements ne pouvant être qualifiés que de torture (arrêts *Aksoy* précité, p. 2279, § 64, *Aydın* précité, pp. 1891-1892, §§ 83-84 et 86). Cependant, compte tenu de ce que la Convention est un « instrument vivant à interpréter à la lumière des conditions de vie actuelles » (voir, notamment, arrêts *Tyrer c. Royaume-Uni* du 25 avril 1978, série A n° 26, pp. 15-16, § 31, *Soering* précité, p. 40, § 102, *Loizidou c. Turquie* du 23 mars 1995, série A n° 310, pp. 26-27, § 71), la Cour estime que certains actes autrefois qualifiés de « traitements inhumains et dégradants », et non de « torture », pourraient recevoir une qualification différente à l'avenir. La Cour estime en effet que le niveau d'exigence croissant en matière de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales implique, parallèlement et inéluctablement, une plus grande fermeté dans l'appréciation des atteintes aux valeurs fondamentales des sociétés démocratiques.

74. La Cour a pu se convaincre de la multitude des coups portés à M. Selmouni. Quel que soit l'état de santé d'une personne, on peut supposer qu'une telle intensité de coups provoque des douleurs importantes. La Cour note d'ailleurs qu'un coup porté ne provoque pas automatiquement une marque visible sur le corps. Or, au vu du rapport d'expertise médicale réalisé le 7 décembre 1991 par le docteur Garnier (paragraphe 18-20 ci-dessus), la quasitotalité du corps de M. Selmouni portait des traces des violences subies.

75. La Cour relève également que le requérant a été tiré par les cheveux ; qu'il a dû courir dans un couloir le long duquel des policiers se plaçaient pour le faire trébucher ; qu'il a été mis à genoux devant une jeune femme à qui il fut déclaré « Tiens, tu vas entendre quelqu'un chanter » ; qu'un policier lui a ultérieurement présenté son sexe en lui disant « Tiens, suce-le » avant de lui uriner dessus ; qu'il a été menacé avec un chalumeau puis avec une seringue (paragraphe 24 ci-dessus). Outre la violence des faits décrits, la Cour ne peut que constater leur caractère odieux et humiliant pour toute personne, quel que soit son état.

76. La Cour note enfin que ces faits ne peuvent se résumer à une période donnée de la garde à vue au cours de laquelle, sans que cela puisse aucunement le justifier, la tension et les passions exacerbées auraient conduit à de tels excès : il est en effet clairement établi que M. Selmouni a subi des violences répétées et prolongées, réparties sur plusieurs jours d'interrogatoires (paragraphe 11-14 ci-dessus).

77. Dans ces conditions, la Cour est convaincue que les actes de violence physique et mentale commis sur la personne du requérant, pris dans leur ensemble, ont provoqué des douleurs et des souffrances « aiguës » et revêtent un caractère particulièrement grave et cruel. De tels agissements doivent être regardés comme des actes de torture au sens de l'article 3 de la Convention.

3. Conclusion

78. Partant, il y a eu violation de l'article 3

4) CIADH, 27 novembre 2003, *Maritza Urrutia v. Guatemala* (extraits)

90. According to Article 1 of the United Nations Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment of Punishment, torture means:

any act by which severe pain or suffering, whether physical or mental, is intentionally inflicted on a person for such purposes as obtaining from him or a third person information or a confession, punishing him for an act he or a third person has committed or is suspected of having committed, or intimidating or coercing him or a third person, or for any reason based on discrimination of any kind, when such pain or suffering is inflicted by or at the instigation of or with the consent or acquiescence of a public official or other person acting in an official capacity.

91. The Court also underscores that, the elements of the concept of torture established in Article 2 of the Inter-American Convention against Torture include methods to obliterate the personality of the victim in order to attain certain objectives, such as obtaining information from a person; or intimidation or punishment, which may be inflicted through physical violence or through acts that produce severe mental or moral suffering in the victim.¹

92. An international juridical regime of absolute prohibition of all forms of torture, both physical and psychological, has been developed and, with regard to the latter, it has been recognized that the threat or real danger of subjecting a person to physical harm produces, under determined circumstances, such a degree of moral anguish that it may be considered "psychological torture."² The absolute prohibition of torture, in all its forms, is now part of international *jus cogens*.

93. Likewise, the Court considers that, according to the circumstances of each particular case, some acts of aggression inflicted on a person may be classified as mental torture, particularly acts that have been prepared and carried out deliberately against the victim to eliminate his mental resistance and force him to accuse himself of or confess to certain criminal conducts, or to subject him to other punishments, in addition to the deprivation of freedom itself.³ (...)

5) CIADH, 6 mai 2008, *Yvon Neptune c. Haïti* (extraits)

129. Article 5(1) of the Convention embodies in general terms the right to personal integrity of a physical, mental and moral nature; while Article 5(2) specifically establishes certain guarantees that protect the right not to be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading punishment or treatment, as well as the right of all persons deprived of their liberty to be treated with respect for the inherent dignity of the human person.⁴ The Court understands that any violation of Article 5(2) of the Convention necessarily leads to the violation of its Article 5(1).

130. The Court has indicated that, pursuant to Article 5(1) and 5(2) of the Convention, any person deprived of liberty has the right to live in detention conditions that are compatible with his personal dignity, which must be ensured by the State, because the State occupies the special position of guarantor with regard to such persons, since the penitentiary authorities exercise total control over them.⁵ Likewise, the European Court of Human Rights has indicated that:

Under [Article 3 of the European Convention] the State must ensure that a person is detained in conditions which are compatible with respect for his human dignity, that the manner and method of the execution of the measure do not subject him to distress or hardship of an intensity exceeding the unavoidable level of suffering inherent in detention and that, given the practical demands of imprisonment, his health and well-being are adequately secured by, among other things, providing

¹ Cf. *Cantoral Benavides case*, *supra* note 75, para. 100.

² Cf. *Cantoral Benavides case*, *supra* note 75, para. 102.

³ Cf. *Cantoral Benavides case*, *supra* note 75, para. 104.

⁴ The principles incorporated in Articles 5(1) and 5(2) of the Convention are also contained in Articles 7 and 10(1) of the *International Covenant on Civil and Political Rights* (hereinafter “the Covenant”), which establish, respectively, that “[n]o one shall be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment [...]” and that “[a]ll persons deprived of their liberty shall be treated with humanity and with respect for the inherent dignity of the human person.” The sixth and first principle, respectively, of the *Body of Principles for the Protection of All Persons under Any Form of Detention or Imprisonment* establish the same precepts. In addition, Article 3 of the *European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms* stipulates that “[n]o one shall be subjected to torture or to inhuman or degrading treatment or punishment.” Cf. *International Covenant on Civil and Political Rights*, Art. 7 and 10(1); *Body of Principles for the Protection of All Persons under Any Form of Detention or Imprisonment*, Principles 1 and 6; and *European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms*, art. 3.

⁵ Cf. *Neira Alegria et al. v. Perú. Merits*, *supra* note 158, para. 60; *The Miguel Castro Castro Prison v. Perú*, *supra* note 39, para. 160, and *Montero Aranguren et al. (Detention Center of Catia) v. Venezuela. Merits, reparations and costs*. Judgment of July 5, 2006. Series C No. 150, paras. 85 and 87

him with the requisite medical assistance.⁶

131. The Court has considered that detention in conditions of overcrowding, with lack of ventilation and natural light, without a bed to rest on or adequate conditions of hygiene, in isolation or with undue restrictions to the visiting regime, constitutes a violation of personal integrity.⁷ The Committee against Torture has stated, in relation to detention conditions, that:

Overcrowding, lack of amenities and poor hygiene in prisons, the lack of basic services and appropriate medical attention in particular, the inability of the authorities to guarantee the protection of detainees in situations involving violence within prisons[, i]n addition to contravening the United Nations Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners, these and other serious inadequacies aggravate the deprivation of liberty of prisoners serving sentences and those awaiting trial, making of such deprivation cruel, inhuman and degrading punishment and, in the case of the latter, punishment served in advance of sentence.⁸

6) New Zealand Supreme Court, *Taunoa and ORS v. The Attorney-General and Anor SC*, 31 August 2007 (extraits)

73. The wording of s 9 of the New Zealand Act follows the modern expression to be found in art 7 of the International Covenant on Civil and Political Rights (from which s 9 is derived):⁹

No one shall be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment. ...

Yet another expression of the same prohibition is to be found in art 3 of the European Convention on Human Rights¹⁰ which provides:

No one shall be subjected to torture or to inhuman or degrading treatment or punishment.

[...] Although art 3 of the European Convention on Human Rights contains no reference to “disproportionate” treatment, the European Court of Human Rights has indicated that treatment may be in breach of art 3 if it is more severe than that inherent in legitimate treatment or punishment.¹¹ In *Kudla v Poland* the European Court has held that compliance with art 3 of the European Convention requires States to ensure that a prisoner:¹² is detained in conditions which are compatible with respect for his human dignity, that the manner and method of the execution of the measure do not subject him to distress or hardship of an intensity exceeding the unavoidable

level of suffering inherent in detention and that, given the practical demands of imprisonment, his health and well-being are adequately secured. [...]

76. The provenance and wider international context of s 9 suggests that it should be interpreted in the light of the same underlying purpose which links our legislation with these other domestic and international statements [...].

⁶ Eur. Court H.R., *Kudla v. Poland*, judgement of 26 October 2000, *Reports of Judgments and Decisions* 2000-XI, para. 94.

⁷ Cf. *Loayza Tamayo v. Perú*, *Merits*, *supra* note 44, para. 58; *The Miguel Castro Castro Prison vs. Perú*, *supra* note 39, para. 315, and *García Asto and Ramírez Rojas v. Perú*, *supra* note 133, para. 221. See also *Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners* adopted by the First United Nations Congress on Prevention of Crime and Treatment of Offenders, held in Geneva in 1955, and approved by the Economic and Social Council in its Resolutions 663C (XXIV) of 31 July 1957 and 2076 (LXII) of 13 May 1977, Rules 10 and 11.

⁸ Cf. United Nations, *Final observations of the Committee against Torture: Bolivia*, A/56/44, 10 May 2001 para. 95(f).

⁹ Medical experimentation (also referred to in art 7) is dealt with in s 10 of the New Zealand Bill of Rights Act.

¹⁰ Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms (1950) 213 UNTS 221.

¹¹ *Kudla v Poland* (2000) 10 BHRC 269 at paras [92] and [94].

¹² (2000) 10 BHRC 269 at para [94].